



Octobre 2017.

Le Rapport 'Scale Up' (voir partie anglaise du site) .

1. Ce rapport présente un 'plan d'action 2018' avec une *Convention Européenne Développement Durable et Climat* suivie d'une *réunion informelle du Conseil Européen* et la mise en place d'une *coopération renforcée informelle entre Etats Membres et acteurs non étatiques* qui voudraient aller plus loin et plus vite que ce que propose la Commission Juncker.

Nous avons eu l'occasion de présenter ces propositions lors d'un séminaire organisé ce 25 Septembre par la présidence Estonienne de l'UE auquel participaient des représentants de la Bulgarie et de l'Autriche et de demander que ces points fassent l'objet des discussions des réunions jumbo des 10/10 et 20/11 en vue des conclusions du Conseil Européen de décembre de cette année . Nous avons aussi transmis la même demande au Ministère des Affaires Etrangères d'Estonie.

2. Ce rapport précise aussi comment faire surgir un 'nouveau narratif' pour l'Europe. La transformation de l'Europe à partir des engagements ODD et climat est engagée mais pas assez visible. Le soutien à cette transformation se manifeste clairement dans des pans entiers du monde de l'entreprise et de la finance mais pas suffisamment auprès des politiques. Malheureusement, comme l'a montré le discours sur l'Etat e l'Union 2017, cette transformation n'est pas portée par le président de la Commission Européenne.

3. Scale Up, s'inscrit dans le projet 'Transforming Our Europe' initié par le groupe informel Europe Ambition 2030 qui vise à amener tous les Etats Européens – membres ou non membres de l'UE – et les acteurs non étatiques à renforcer leurs capacités de faire face au changement climatique et au besoin de refonder le projet économique, social et culturel sous jacent à partir du cadre donné par 'Transforming Our World' et les 17 ODD adoptés unanimement par tous les Etats en 2015.

Le rapport présente la lettre 'Repenser l'Europe' qui est signée par un collectif de personnalités comprenant notamment l'ancien président du Conseil Européen, des anciens Vice-présidents de la Commission, ancien directeur general de l'OMC, anciens premiers ministres, ministres des finances, du travail, experts en finance, statistique, sécurité alimentaire, climat, politiques européennes, le genre etc. Cette lettre appuie la démarche.

Au moment où les États membres de la Grande Bretagne à la Pologne, de la France et de l'Allemagne aux Pays Bas, de l'Italie à la Finlande ont des visions de l'UE et de leur place

en son sein qui divergent, ce rapport propose de *Transformer Notre Europe*, pour répondre aux défis de notre temps que sont les transformations économiques, sociales, culturelles financières liées au changement climatique et au nouveau modèle de développement qui émerge par la conjonction des révolutions sociétales de l'ère du digital. *Transformer Notre Europe* peut se faire vite et sans changement de traité, en fondant un partenariat nouveau appelé *polylatéralisme* s'appuyant sur les Institutions de l'UE telles qu'elles sont mais en ne dépendant pas d'elle et de sa gestion de sa crise interne.

Nous présenterons le rapport *Scale Up* le 10 Octobre à une réunion organisée par le *Hungarian Business Leaders Forum*, partenaire de *Europe Ambition 2030*, pour explorer les initiatives à prendre avec les pays d'Europe Centrale et de l'Est.

4. La stratégie de Scale UP proposée ici est basée sur trois piliers, deux axes : un partenariat avec les Etats au plus haut niveau, un partenariat avec la Finance Durable au plus haut niveau, et un outil de la révolution du digital : la mise en place d'une blockchain, outil incorruptible de construction de confiance qui assurera l'effectivité des partenariats :

- **Partenariat avec les Etats : Une coopération renforcée informelle** appelée '*polylatéralisme ou multi-stakeholder multilateralism*' entre les acteurs Etatiques Européens qui le souhaiteront (Institutions de l'UE, Etats membres de l'UE, notamment ceux qui ont présenté en 216 ou 2017 leur feuille de route au HLF) et des acteurs non étatiques (Régions, Villes, Entreprises, Institutions Financières, Société Civile, Centres de Recherche) dans et hors de l'UE pour mettre en oeuvre les engagements pris par les acteurs non étatiques de contribuer aux objectifs fixés par les pouvoirs publics au niveau international en 2015 : les Objectifs Développement Durable et le quatrième pilier de l'Accord de Paris sur le Climat.
- **Partenariat avec la Finance Durable** depuis le niveau des territoires jusqu'à l'UE et le G20 au service du bien commun. Elle s'appuiera notamment sur la Déclaration de Stockholm¹ co-signée par des investisseurs et l'Eglise luthérienne de Suède et les conclusions de la conférence de Rome du 8 septembre 2017 portant sur *Sustainable Finance and Care* dans le cadre de la préparation du G20 en Argentine. Elle prendra la forme d'un accord pour des dialogues 'finance & care' visant à créer des Pilot '*sustainable finance zones*'², des dialogues thématiques, notamment sur le financement de l'agriculture durable en Europe au travers de la gestion des sols et de l'eau.
- **L'ingénierie d'une blockchain ODD et Climat** s'appuyant sur une nouvelle révolution technologique, indispensable pour recréer les conditions de la confiance - dans une grande horizontalité. C'est un levier essentiel pour que la coopération renforcée informelle entre acteurs étatiques et non étatiques soit

¹ <https://www.globalreporting.org/resourcelibrary/Stockholm-Declaration.pdf>

² https://app.esg-magazine.com/2017/07/17/nick-robins-just-transition/pugpig_index.html

gérable . C'est un outil bien connu des banques. La blockchain aura pour objectif outre recréer la confiance, d'appuyer le multilatéralisme participatif, , assurer plus de justice, réduire les inégalités, rehausser les niveaux d'ambition et de créativité. Elle associerait toutes les parties prenantes concernées. Ceci impactera les business modèles, les systèmes de ratings, les modes d'action de la société civile sur la finance ce qui à leur tour modifiera l'économie.

5. Ce cadre serait progressivement étendu à l'échelle mondiale de trois façons :

- La *coopération renforcée informelle* entre les acteurs Etatiques Européens qui le souhaitent et des acteurs non étatiques serait ouverte à des partenaires Etatiques et non Etatiques hors de l'UE, notamment du bassin Méditerranéen.
- Le *Partenariat avec la Finance Durable* est initié dans la perspective du G20.
- La *blockchain* est par définition 'globale'.

6. Scale Up est une coopération renforcée et polylatérale avec les acteurs Etatiques au plus haut niveau. Idéalement, une réunion informelle du Conseil Européen en 2018 devrait permettre de la manifester. C'est seulement par un partenariat au plus haut niveau entre acteurs Etatiques et non Etatiques que nous pourrions adresser «le défi central du XXIe siècle qui est de développer un système économique, social et de gouvernance capable de mettre fin à la pauvreté et d'atteindre des niveaux de production et de consommation durables tout en assurant les systèmes de soutien de la vie qui sous-tendent le bien-être humain actuel et futur»³

Ceci suppose une impulsion de la part des Chefs d'Etats et de Gouvernements parce que conduisant à changer l'état d'esprit (*change mindset*) des acteurs Etatiques comme non Etatiques:

- Les acteurs étatiques seuls ne réussiront pas à atteindre les engagements qu'ils ont pris et il faut les sortir de l'approche en silo dans laquelle la mise en œuvre des ODD semble vouloir être reléguée par les administrations publiques.
- « *les Etats ne suffisent pas car ils ont des intérêts contradictoires. Ces intérêts contradictoires amènent dans le meilleur des cas à l'immobilisme, au pire aux conflits. Or aucune de ces deux options (Immobilisme ou conflit) n'est possible si l'on veut véritablement opérer la transition de nos modèles économiques et sociaux de production et de consommation* »⁴.
- Il y a une dimension 'géo-stratégique' à la mise en œuvre des ODD. C'est un levier de paix, prospérité. Cela concerne des ressources stratégiques. Cela est lié à des limites et des risques planétaires.
- Il y a un lien très étroit entre les ODD et le *Multiannual Financial Framework* (MFF) qui sera fixé dans les 18 prochains mois tout comme les accords commerciaux. Tout ceci requière l'attention des Chefs d'Etats et de Gouvernements.

³ "Natural capital and ecosystem services informing decisions: From promise to practice" - Anne D. Guerry et al, in PNAS, June 16, 2015 . anne.guerry@stanford.edu.

⁴ Bettina Laville, présidente du Comité 21 à la conférence du 23/3 à Rome sur les ODD.

Le rapport propose l'agenda d'une telle rencontre qui se tiendrait avec la participation de représentants des acteurs non étatiques au second semestre 2018.

7. La 'Convention européenne ODD et climat' qui précéderait proposée viserait à réunir les partenariats contribuant à la mise en oeuvre des engagements ODD et climat, en particulier ceux développés en collaboration avec et/ou grâce aux fonds de la puissance publique soit au plan européen soit au plan des Etats membres. Ce sont les champions de ces partenariats, avec leurs succès, qui rédigerait ensemble le nouveau narratif pour l'Europe et s'en feraient ensuite les ambassadeurs dans le cadre de la préparation des élections européennes de 2019. Ils élaboreraient aussi un plan d'action des partenariats transformatifs associant acteurs étatiques et non étatiques et assurant leur monitoring.

Avec la Convention Européenne suivie d'un Conseil européen informel qui aurait lieu en 2018, les Européens seront les premiers à négocier un tel accord et mettre en place un tel type de coopération renforcée – polylatérale - entre acteurs étatiques et non étatiques pour aider les acteurs non étatiques à réussir dans leur contribution pour atteindre et dépasser les objectifs fixés par les acteurs étatiques compétents.

8. La mobilisation de la finance pour le bien commun au plus haut niveau.

Les initiatives se multiplient notamment en France. Mais elles restent des marchés de niche. Par ailleurs deux caractéristiques actuelles sont importantes pour fixer une stratégie.

- Les initiatives en matière de finance durable sont des débats entre spécialistes de la finance, parfois flanqué d'un représentant d'ONG mais très loin d'être un débat multi-acteurs, encore moins concerné par le 'care'
- Le monde de la finance ne suscite pas la confiance, un monde marqué par la cupidité, la prise immédiate de bénéfices. Bien plus les mêmes institutions bancaires qui sont engagées dans la finance verte ont d'autres branches de leur institution engagées dans les paradis fiscaux ou le lobbying contre la taxe sur les transactions financières.

Nous nous félicitons de la qualité de la rencontre qui s'est tenue à Rome le 8 Septembre pour un premier examen de la faisabilité d'un accord entre des investisseurs de conviction et les parties prenantes sur le thème de la finance durable. Cette réunion, présidée par Nick Robins de UNEP-Inquiry a été rehaussée de la participation de S.E. le Cardinal Turkson et du Président de deux banques, l'une la Banque d'Argentine, l'autre la Banca Ethica membre du réseau *Global Alliance for Banking on Values*.

Le rapport précise les questions qui ont été abordées avec succès. Le thème était '*sustainable finance & care*'. En cela la conférence est sur la même ligne que votre ministère de la transition écologique et solidaire. Les suites de cette rencontre font l'objet de la subvention 2017 allouée par votre ministère.

Des rencontres sur la mobilisation de la finance pour les ODD sont prévues au niveau des Nations Unies comme du G20. Les conclusions d'une troisième rencontre à Rome en 2018 devraient être disponibles avant le G20 en Argentine.

9. Des outils de confiance à l'ère du digital.

Avec le plan d'action qui résulterait de la 'convention européenne' nous devons développer un 'cadre général' pour des partenariats à l'appui des engagements et plans d'action qui contribue à la mise en oeuvre de l'ODD 17 et assure 5 objectifs :

- Renforcer la 'responsabilisation' de tous les types d'acteurs en encourageant la multiplication de prise d'engagements en appui aux ODD et accord climat
- Assurer un suivi des engagements pris soit dans le cadre du 4^{ème} plier climat soit dans le cadre des ODD et en faciliter la mise en œuvre en s'appuyant sur les initiatives existantes en matière de partenariat.
- Créer les conditions d'une massification et changement d'échelle
- Renforcer le cercle vertueux ambition-engagement- mise en œuvre- suivi-rehaussement de l'ambition à partir d'un 'capital civique' mis en valeur
- Assurer résilience et solidarité pour une transition juste.
- Ajouter aux critères d'évaluation et de classement des agences de notation du développement durable, un indicateur : le lien entre la performance développement durable et la retribution des cadres et dirigeants.

Pour accélérer le changement d'échelle et assurer une massification dans une transition juste il faut mettre en place des mécanismes de confiance par la technologie de la blockchain où des algorithmes mathématiques, outils froids mais incorruptibles, prouvant mathématiquement la confiance, nous permettront d'apporter confiance et créer les conditions de la transparence qui permettront de s'orienter vers plus de justice.

Le rapport en explique les éléments de base et comment cette technique déjà utilisée en particulier par le monde de la finance pourrait servir au monitoring des 'engagements' ODD et climat..

10. Survey des partenariats.

Enfin, l'annexe au rapport présente un inventaire des partenariats qui devraient être associés au projet de convention européenne ODD et climat.